

S&Ds slam French U-turn on FTT

Version française ci-dessous

Tuesday 11 July 2017

S&D Press release

Today, S&D Euro MPs expressed their bewilderment and severe disappointment with the news that the French minister of finance Bruno Le Maire intends to indefinitely postpone the introduction of a European financial transaction tax (FTT) in ten EU countries. Moreover, Minister Le Maire even declined the invitation of the European Parliament's Panama Papers Inquiry Committee for a special hearing where his colleagues from the Netherlands, Italy, Germany and Ireland participated.

S&D Group vice-president Udo Bullmann and S&D Group spokesperson for economic and monetary affairs Pervenche Berès said:

"France has made a full U-turn from a key ally in the fight for the introduction of an FTT to a foot-dragger. This is really disappointing.

"Yesterday, President Macron wanted to use the FTT returns to finance the ecological transition and a modern development co-operation. Today his finance minister is bowing before the banking lobby. The S&Ds clearly object to such somersaults.

"We call for concrete steps in the fight against tax avoidance and tax evasion as well as for a meaningful agenda for a fairer economic order. Whoever does not go along with this plan should not rely on our support. Anyone who claims to be on the side of progressive politics must also be prepared to take appropriate steps - if necessary against the resistance of powerful lobbying interests. Finance Minister Le Maire must now prove whether he wants to be part of the problem or part of the solution.

"The financial transaction tax must not be derailed. The hardship caused by the financial crisis of 2008 has shown clearly that harmful speculation needs to be curbed and that the financial industry must contribute to the immense cost of the crisis. Those blocking the introduction of such a tax seem keener to serve special interests than to make Europe's economy more stable and equitable.

"The European Parliament called for a financial transaction tax as early as in March 2010 - with a majority of no less than 78%. Eventually, the European Commission answered this call. In September 2011, it presented a proposal for a directive for adoption by the Parliament; paving the way for enhanced co-operation between member states. Since then, five painfully long years have passed, in which conservative and liberal finance ministers have sabotaged the financial transaction tax project at every occasion."

<http://www.socialistsanddemocrats.eu/newsroom/sds-slam-french-u-turn-fft>

Le groupe S&D dénonce le virage à 180 degrés de la France sur la Taxe sur les transactions financières (TTF)

Aujourd'hui, les eurodéputés du groupe S&D ont exprimé leur grand étonnement et leur sévère déception en apprenant que le ministre français des Finances, Bruno Le Maire, avait l'intention de reporter aux calendes grecques l'introduction d'une taxe européenne sur les transactions financières dans dix pays de l'UE. M. Le Maire a, par ailleurs, le même jour, refusé l'invitation de la Commission d'enquête sur les « Panamas Papers » du Parlement européen qui organisait une audition spéciale à laquelle ses collègues des Pays-Bas, de l'Italie, de l'Allemagne et de l'Irlande participaient.

Le vice-président du groupe S&D Udo Bullmann et Pervenche Berès, porte-parole du groupe S & D pour les affaires économiques et monétaires ont déclaré :

"La France a fait un virage à 180 degrés en passant du rôle d'allié-clé dans la lutte pour l'introduction d'une TTF à celui qui traîne les pieds. C'est vraiment décevant.

"Hier, le président Macron voulait utiliser les bénéfices de la TTF pour financer la transition écologique et une coopération au développement modernisée. Aujourd'hui, son ministre des Finances s'incline devant le lobby bancaire. Les députés S&D s'opposent clairement à de telles voltefaces.

"Nous appelons à des mesures concrètes dans la lutte contre l'évasion et l'évitement fiscaux et voulons un programme significatif pour un ordre économique plus juste. Quiconque n'est pas d'accord avec ce plan ne peut pas compter sur notre soutien. Quiconque prétend être du côté de la politique progressiste doit également être prêt à prendre les mesures appropriées - si nécessaire - en résistant à de puissants lobbies. Le ministre des finances Le Maire doit maintenant dire s'il veut faire partie du problème ou de la solution.

"La taxe sur les transactions financières ne doit pas être détournée de sa voie. Les difficultés liées à la crise financière de 2008 ont clairement montré que les spéculations dommageables doivent être réduites et que l'industrie financière doit contribuer au coût immense des conséquences de la crise. Ceux qui bloquent l'introduction d'une telle taxe semblent plus enclins à servir des intérêts particuliers qu'à rendre l'économie européenne plus stable et plus équitable.

"Le Parlement européen a appelé à l'introduction d'une taxe sur les transactions financières dès mars 2010, à une majorité de pas moins de 78%. Finalement, la Commission européenne a répondu à cet appel. En septembre 2011, elle a présenté une proposition de directive que le Parlement devait adopter, ouvrant la voie à une coopération renforcée entre les Etats membres. Depuis lors, cinq années très longues se sont écoulées, au cours desquelles les ministres conservateurs et libéraux des finances n'ont laissé passer aucune occasion de saboter le projet de taxe sur les transactions financières ".

